UN Women – Consultant-e National-e en soutien à la coordination et la mise en oeuvre de l'étude sur les violences faites aux femmes en Politique (VFFE)

Organisme employeur
UN Women

Type de poste
Temps plein

Durée du contrat
CDD

Lieu du poste
Bangui, Centrafrique

Date de publication
04/06/2026

Valide jusqu'au
08.06.2026

Responsabilités

1. Réaliser une collecte de données sur les VFFP, y compris une cartographie intersectionnelle des expériences et des obstacles à la participation politique des femmes, en particulier les violences faites aux femmes candidates aux élections législatives et locales en RCA.
2. Contribuer à l'élaboration d'un modèle mondial de mesure et de suivi de la violence à l'égard des femmes.
3. Générer des connaissances sur les cadres législatifs et politiques nationaux et infranationaux relatifs à la participation politique et à la violence à l'égard des femmes en RCA, y compris par le biais d'une étude documentaire de la recherche et de l'analyse pertinentes existantes.
4. Identifier les points d'entrée et fournir des recommandations pour renforcer le suivi, la prévention et la réponse à la violence à l'égard des femmes en RCA.
5. Réaliser une analyse des cadres juridiques et des lois en vigueur en matière électorale

Le/la consultant(e) national(e) fournira l'appui technique et la coordination nécessaires à la mise en œuvre de l'étude nationale sur les violences faites aux femmes dans la vie politique en RCA. A cet effet, il/elle entreprendra les tâches suivantes :

- Réaliser une cartographie des approches qualitatives existantes en matière de collecte de données sur la violence contre les femmes et la violence contre les femmes dans le contexte de la RCA, y compris :
- Collecter les outils précédemment utilisés pour recueillir des informations sur la violence à l'égard des femmes et la violence à l'égard des femmes dans le contexte de la RCA (par exemple, des questionnaires, des guides d'entretien, des guides pour les groupes de discussion, des manuels de collecte de données, etc,
- Identifier les leçons apprises qui pourraient être utilisées dans la composante qualitative de l'étude actuelle, y compris sur les questions couvertes (mesure de l'échelle, facteurs de risque et de protection, auteurs, lieu, conséquences, etc.), les modalités spécifiques pour obtenir des informations (formulation des questions, séquencement des questions couvertes dans les entretiens), et les défis signalés dans la collecte des données ou la présentation des résultats.
- Réaliser un examen du cadre législatif et politique actuel de la RCA en matière de participation politique des femmes et de violence à l'égard des femmes, en prenant comme référence les normes établies par les cadres normatifs internationaux et les meilleures pratiques mondiales. Les stratégies et les initiatives volontaires (telles que les codes de conduite adoptés par les partis politiques) et les principaux acteurs/parties prenantes dans le suivi, la prévention et la réponse à la violence à l'égard des femmes en RCA seront également identifiés dans le cadre de cet examen.
- Réaliser une évaluation de la mise en œuvre du cadre institutionnel et réglementaire sensible au genre pour les élections depuis son adoption.

Cette évaluation sera basée sur la loi de quota, la liste zébrée et d'autres cadres existants. La prise en compte du genre dans les institutions en charge des élections sera examinée dans le cadre de cette évaluation. Les stratégies mises en œuvre, les défis rencontrées et les mesures correctives ciblées pour garantir sa mise en œuvre effective et durable seront également définies.

- Contribuer de manière significative à une cartographie nationale des parties prenantes concernées par la prévention, l'atténuation ou la réponse à la violence contre les femmes en politique en RCA. Les parties prenantes peuvent inclure, par exemple, la Commission électorale indépendante (CEI) et ses antennes, la police nationale, les institutions judiciaires, les partis politiques, les agences des Nations unies, les partenaires de développement et les organisations de la société civile impliquées dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes dans le pays.

- Education
  Career development resources

Recherche d'informations sur l'exécution du cadre institutionnel en matière d'élections

- Réaliser une évaluation de la mise en œuvre du cadre institutionnel et réglementaire sensible au genre pour les élections depuis son adoption. Cette évaluation sera basée sur la loi de quota, la liste zébrée et d'autres cadres existants. La prise en compte du genre dans les institutions en charge des élections sera examinée dans le cadre de cette évaluation. Les stratégies mises en œuvre, les défis rencontrées et les mesures correctives ciblées pour garantir sa mise en œuvre effective et durable seront également définies.

Recherche qualitative préliminaire et vérification du contenu de l'étude

Contribuer de manière significative à une cartographie nationale des parties prenantes concernées par la prévention, l'atténuation ou la réponse à la violence contre les femmes en politique en RCA. Les parties prenantes peuvent inclure, par exemple, la Commission électorale indépendante (CEI) et ses antennes, la police nationale, les institutions judiciaires, les partis politiques, les agences des Nations unies, les partenaires de développement et les organisations de la société civile impliquées dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes dans le pays.

Collecte de données qualitatives à l'échelle nationale

- Élaborer un plan et une méthodologie de collecte de données qualitatives, en précisant notamment la technique de collecte de données, le calendrier des activités, le nombre d'entretiens et les principes de sélection des personnes pour les entretiens approfondis et les groupes de discussion avec les femmes élues à des fonctions publiques au niveau local en RCA. La collecte de données qualitatives peut être menée indépendamment ou intégrée à la collecte de données de l'enquête quantitative.
  - Réaliser au moins 20 groupes de discussion avec des

femmes candidates aux élections législatives et locales de décembre 2025 et avril 2026. Les consultations des groupes de discussion visent à offrir aux candidates des espaces sûrs pour réfléchir à leurs expériences individuelles de candidature, suivies par le développement conjoint des parcours des candidates sous la forme de récits d'expériences au cours des élections. La diversité des récits servira ensuite de base à la méthodologie des composantes quantitatives et qualitatives de l'étude, y compris : (a) les risques et les facteurs de protection, y compris la définition des auteurs, le moment et le lieu de la violence à l'égard des femmes, les conséquences de la violence ; (b) les actes de violence spécifiques subis par les candidates ; (b) la suggestion d'une formulation spécifique qui pourrait être utilisée lors de la conception des questionnaires ; et (c) la recommandation des actes de violence qui sont perçus comme les plus sensibles et qui devraient donc être placés à la fin du questionnaire/guide d'entretien.

- Réaliser au moins 32 entretiens avec au moins 8 candidats (au moins 16 candidats pour les élections municipales dont 8 n'ont pas été élues et au moins 16 candidats pour les élections législatives dont 8 n'ont pas été élues, afin de faciliter la divulgation d'informations en toute confidentialité.
- Réaliser au moins 20 entretiens avec les parties prenantes impliquées dans le processus électoral (ANE locale et nationale, Partis politiques, ONG impliquées dans les élections, Agences des Nations Unies – ONU Femmes, PNUD, MUNISCA, etc.-, partenaires techniques et financiers, structures de sécurité et de justice luttant contre les violences faites aux femmes et aux filles, afin de recueillir leurs perceptions sur les questions liées à la mise en œuvre du cadre institutionnel et réglementaire (la loi de quota, la liste zébrée, etc.) et la prise en compte du genre dans les institutions en charge des élections ainsi que les enseignements tirés et les défis rencontrés.
- Produire un rapport final détaillé sur la composante qualitative de l'étude.
    - Soutenir le consultant international dans la production du rapport global, si demandé.
    - Contribuer à la production de connaissances générées par l'initiative globale, en particulier sur ses progrès, sa conception et sa gestion, en collaboration avec l'équipe technique. Des supports de communication, y compris des histoires d'intérêt humain et/ou des articles sur les meilleures pratiques, peuvent être envisagés pour soutenir la gestion des connaissances du projet.
- Elaborer les termes de référence d'un groupe de référence, composé d'acteurs nationaux impliqués dans la lutte contre les violences faites aux femmes en politique. Le groupe de référence sera établi au début du projet afin de garantir que le processus et les résultats de l'étude soient pertinents et appropriés par ceux qui seront responsables de la mise en œuvre des recommandations de l'étude.
    - Soutenir la coordination et la facilitation des réunions du groupe de référence. Au moins deux réunions de groupes de référence (au début et à la fin du projet)

sont prévues.

- Organiser la cérémonie officielle de remise du rapport.
- Contribuer à l'élaboration du plan de diffusion du rapport final et des documents de sensibilisation.
- Rapport de démarrage comprenant une proposition de méthodologie et d'outils pour la recherche qualitative préliminaire, l'examen initial de la littérature et l'ébauche des résultats de la collecte de données qualitatives.
    - Cartographie des approches qualitatives existantes dans la collecte de données sur la VFF et la VFFE dans le contexte de la RCA.
    - Examen du cadre législatif et politique actuel de la RCA, aux niveaux national et infranational, en ce qui concerne la participation politique des femmes et la violence à l'égard des femmes, et comparaison avec les normes établies par les cadres normatifs internationaux et les meilleures pratiques mondiales.
    - Transcription des informations recueillies lors des consultations préliminaires, des groupes de discussion et des entretiens.
    - Un guide d'entretien pour la principale collecte de données qualitatives sur le terrain.
    - Un plan de collecte de données qualitatives comprenant le calendrier des activités, le nombre d'entretiens et les principes de sélection des personnes pour les entretiens approfondis avec les femmes élues à des fonctions publiques au niveau local en RCA.
    - Transcription des informations recueillies lors des entretiens menés dans le cadre de la principale collecte de données qu
    - Production du rapport final sur la composante qualitative de l'étude.
    - Contributions substantielles au rapport final complet.
    - Contributions substantielles au document de plaidoyer.
    - Matériel de communication comprenant au moins deux histoires d'intérêt humain et/ou des articles sur les bonnes pratiques.
    - Contributions substantielles à la documentation sur les enseignements tirés.
    - alitatives sur le terrain.
- Élaboration des termes de référence pour le groupe de référence.
- Rapport des réunions du groupe de référence.
- Rapport de la cérémonie de remise officielle.
- Plan de diffusion pour la diffusion du rapport final et des documents de plaidoyer.
- Procès-verbaux des réunions de l'équipe technique et de référence.
- Procès-verbaux des réunions des agences/personnes ressources.
-

Études

Master en Sciences Politiques, Sociologie, Relations Internationales, Genre, droit ou dans un domaine pertinent.

Qualifications

- Faire preuve d'intégrité en modélisant les valeurs et les normes éthiques d'ONU Femmes;
- Démontrer un engagement envers la mission et la vision d'ONU Femmes;
- Être capable de travailler efficacement au sein d'une équipe;
- Faire preuve de sensibilité et d'adaptabilité en matière de culture et de genre;
- Capable de mener plusieurs tâches de front et de jongler avec des demandes concurrentes ;
- Peut évaluer et hiérarchiser rapidement les besoins de travail;
- Faire preuve d'intégrité en modélisant les valeurs et les normes éthiques d'ONU Femmes;
- Capacité à établir des relations avec des partenaires externes, y compris d'autres organisations et agences internationales, des ONG, des groupes communautaires de base, etc.
- Respect de la diversité
- Intégrité
- Professionnalisme
- Sensibilité aux questions de genre
- Redevabilité
- Résolution créative des problèmes
- Communication efficace
- Esprit de collaboration et d'inclusion
- Engagement des parties prenantes
- Leadership exemplaire
- Montrer l'exemple
- Solides connaissances pratiques sur la participation politique des femmes et les programmes de lutte contre la discrimination à l'égard des femmes, y compris sur la prévention et l'atténuation de la violence à l'égard des femmes dans le cadre des élections et de la vie politique;
- Expérience préalable de la participation politique des femmes et de la programmation en matière de VEF sur le terrain dans des contextes culturels et politiques variés, en particulier dans les pays en développement ;
- Capacité à travailler efficacement et harmonieusement avec des personnes de cultures et d'horizons professionnels variés, en faisant preuve d'excellentes compétences en matière de communication interpersonnelle ;
- Compétences en matière de gestion axée sur les résultats ;
- Capacité à produire des rapports et/ou des documents de programme bien rédigés, démontrant une capacité d'analyse ;
- Excellentes aptitudes à la communication;
- Expérience de travail avec ONU Femmes, les Nations unies ou des ONG internationales dans le domaine de la participation politique des femmes et de l'assistance électorale.
- Au moins 5 ans d'expérience dans la coordination et la conduite d'études dans les domaines de la participation politique des femmes, de la violence à l'égard des femmes, de l'assistance électorale et de l'intégration de la question de l'égalité entre les hommes et les femmes dans les élections, y compris l'examen de la législation et des politiques ;
    - Expertise démontrable en matière de violence à l'égard des femmes ;
    - Bonne connaissance des normes internationales en matière de droits de l'homme, de droits de la femme, d'élections et d'instruments connexes ;
    - Expérience avérée de la gestion d'une équipe de recherche ;
    - Expérience de travail avec des organisations multipartites,

notamment les gouvernements, les organes de gestion des élections, les OSC, en particulier les organisations de femmes, et les Nations unies/institutions multilatérales/bilatérales en RCA;
- Expérience dans la conception de programmes et de la gestion axée sur les résultats ;
- Expérience avérée dans la conception et la direction d'études qualitatives.
- Maîtrise du français à l'oral et à l'écrit.
- La connaissance de l'anglais ou d'une autre langue officielle des Nations unies est un atout.
-

Cliquez-ici pour postuler